

Direction Inspection Contrôle Audit

Dijon, le 27 JAN. 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé  
à

Monsieur le directeur de l'EHPAD Villa Victor Hugo  
6 rue Victor Hugo  
71200 LE CREUSOT

RAR N° 2C 182 993 1877 5

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313- 13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS 710974650 – EHPAD VILLA VICTOR HUGO – LE CREUSOT**

**PJ : tableau des mesures définitives**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 12 juillet 2024, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux 5 prescriptions et 7 recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

J'accuse réception de votre réponse en date du 16 septembre 2024 ainsi que des pièces jointes à cette dernière.

A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à ma connaissance et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 12 juillet 2024, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [redacted] chargée de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale de la Saône-et-Loire [redacted]

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- d'un recours gracieux à mon attention,
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,



Jean-Jacques COIPLÉ

Copie à :

Monsieur le Président  
Conseil départemental de Saône-et-Loire  
Hôtel du département  
Rue de Lingendes  
71026 MACON CEDEX

Tableau des mesures définitives  
Prescriptions

Continuer : LE CSEUSOT

N°	Libellé	Fondement juridique	Délai	Préscriptions	Référence rapport UJN	Statut QJN Administrative	Date de la suite	Observations
1	Donner la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur [REDACTED]	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 du CASP	6 mois	Avantant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention possibles	E3	N		La mission a pris connaissance de l'argumentaire de l'établissement, la prescription est notifiée
2	[REDACTED]	Article D312-157 du CASP Article D312-158-1 du CASP	6 mois	Preuve de la qualification requise Preuve de l'inscription à une des formations	E4	N		La mission a pris connaissance de l'argumentaire de l'établissement, la prescription est notifiée
3	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluriprofessionnelles qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'ALD (JTF cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources suivantes en lien avec JTF cible ; - en traitant la relation du personnel soignant, en particulier la recense aux CDD (AG) ; - en désignant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents et en prenant de la déflection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutements y compris en CDD ; - en proposant aux personnels RAS en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L311-3 du CASP Article L311-11 il 4 du CASP Article D312-155-01 du CASP Article L311-3-4 du CASP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers actuels, les délais et les réalisations pour raccourcir les JTF manquantes et stabiliser le personnel Livre des agents RAS en poste au 01/06/2025 Tableau de suivi non validé des personnels RAS en cours de VAE ou formation diplômante (liste et n° de recevabilité de la demande, liste de la VAE, nom du tuteur) Tableau nominatif des agents migrants en poste au 01/06/2025 (IDE/AS/PA/AS/ASO) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions « si oui » copie des diplômes	E3 E6 E7 E9	N		LA mission a pris connaissance de l'argumentaire de l'établissement, la prescription est notifiée dans l'attente des éléments de preuve attendus
4	Demandeur à l'ensemble des personnels adhérents en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et s'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/06/2025 N° d'inscription à l'ordre infirmier	E5	N		La mission a pris connaissance de l'argumentaire et des preuves d'inscription à l'ONI. La prescription est notifiée dans l'attente des éléments de preuve attendus
5	Intégrer dans un document un volet précisant les obligations des salariés en matière de traitement des données biométriques ou de protection et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou prestations infirmes à une personne accueillie ou relatif de tels agissements.	Article 43-43 du CSP Article L313-24 du CASP	2 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	E1	O	15/07/2025	La mission a pris connaissance du règlement intérieur de la structure visé, la prescription n'est pas notifiée

Tableau des mesures définies  
Recommandations

Date de mise à jour des mesures : 15/01/2025

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD VILLA VICTOR HUGO

Adresse : 6 rue Victor Hugo

Code postal : 21200

Commune : [REDACTED]

Recommandations							
Nb	3	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport [R]	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	Observations
1		Définir et mettre en œuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction et en assurer la continuité effective en formalisant un protocole et des plannings d'astreintes diffusés au personnel.	EBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R1 R3	Abandonnée	15/01/2025	
2		[REDACTED]	EBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R8	N		
3		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.		R5	Abandonnée	15/01/2025	
4		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	EBPP Bien-être : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R2	Abandonnée	15/01/2025	
5		Prévoir un plan de développement des compétences nominatif permettant de s'assurer que l'ensemble des salariés bénéficient d'une formation professionnelle continue.	EBPP : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008  EBPP : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	R6	N		
6		Conseiller l'organisation des soins dispensés en restaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes [REDACTED]	EBPP Bien-être : définitions et repères pour la mise en œuvre - HAS -2008 partie 2 p.25  EBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008	R7	Abandonnée	15/01/2025	
7		Disposer d'un organigramme régulièrement mis à jour de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une visibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	EBPP Bien-être : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R4	N		